



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie en Ile-de-France  
Unité territoriale des Yvelines

Versailles, le

21 SEP. 2012

## INSTALLATIONS CLASSEES

### Installation concernée :

SARL Auto Pièces des Mureaux  
24-26 Qual Glandaz  
78130 Les Mureaux

Contact : M. Léger

Tel : 01 34 74 04 23 / 06 87 12 08 53  
auto.pieces78@wanadoo.fr

Vos réf. : Bordereau du 02/08/2012

Nos réf : UT 78-2012-RUM n°

13262

**Objet :** Demande de renouvellement d'agrément pour une installation de traitement de véhicules hors d'usage (VHU) - Rapport de présentation au CODERST

**PJ :** Courriel Auto Pièces des Mureaux en date du 18/09/2012  
Projet d'arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément  
Plan de masse du site

**Copie :** Sous-préfecture de Mantes-la-Jolie

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par transmission en date du 2 août 2012, Monsieur le Préfet des Yvelines a transmis à notre service la demande de la société Auto Pièces des Mureaux de renouvellement de son agrément en tant que centre de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (demande en date du 31/07/2012 - dossier « 23 juillet 2012 »).

Le présent rapport propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de renouveler l'agrément n° PR 78 00005D pour une durée de six ans, après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

5-7 rue Pierre Lescot - 78000 Versailles

Tél. 01 39 24 82.40 - Fax : 01 30 21 54 71

[www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr](http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr)



Certificat A1607  
Champ de certification,  
disponible sur demande

## 1. Présentation de l'établissement

La société SARL Auto Pièces des Mureaux exploite un centre de traitement des véhicules hors d'usage (VHU) d'une surface autorisée de 3 750 m<sup>2</sup>.

Le site est implanté au sud de la ville des Mureaux, à proximité immédiate de la Seine.

Elle y exerce les activités suivantes :

- vente et achats de véhicules accidentés ou en état de marche ;
- dépollution de véhicules destinés à la démolition ;
- vente de pièces détachées d'occasion.

En 2011, l'entreprise a procédé à la dépollution de 1 126 véhicules.

L'entreprise a généré en 2011 un chiffre d'affaire d'environ 515 600 €, dégageant un résultat net de 12 400 €, en progression (CA : 467 400 € en 2009 et 475 500 € en 2010 ; RN : 6500 € en 2009 et 10400 € en 2010).

Le site dont la superficie totale est d'environ 4 000 m<sup>2</sup> comporte (voir annexe au présent rapport) :

- des bureaux et un comptoir pour la vente des pièces détachées,
- un hangar d'environ 900 m<sup>2</sup> qui abrite l'atelier de démontage et de dépollution des véhicules hors d'usage, ainsi que le stockage des pièces détachées ;
- une dalle bétonnée pour la réception des véhicules à dépolluer (maximum 50) et ceux en attente de départ vers le broyeur, des bennes de stockage de déchets (métaux) y sont également stockées ;
- une aire de stockage des véhicules accidentés (actuellement non étanche), en attente de décision de l'assurance ;
- une grande aire (2600 m<sup>2</sup>) de stockage des carcasses de véhicules dépollués.

Les opérations de dépollution consistent à vidanger les fluides contenus dans le véhicule, à enlever la batterie, les pneumatiques, les filtres, le pot catalytique et à démonter les air-bag.

L'exploitant précise dans sa demande qu'il se dotera prochainement (avant fin 2013 pour respecter les délais de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012), afin d'augmenter le taux de valorisation des VHU :

- d'un système de déclenchement des air-bags et prétensionneurs ;
- de l'outillage pour récupérer le verre (chariots de manutention, outils de découpe...) ;
- d'un outil informatique permettant la traçabilité par voie électronique des pièces détachées ;
- le cas échéant, lorsque le contentieux sera clos, il effectuera l'imperméabilisation de l'aire de stockage des véhicules en attente d'expertise.

Les fluides récupérés sont stockés, sur rétention et par type de produit, dans des containers de 500 l à 1000 l situés dans le hangar.

Les batteries sont entreposées dans des bacs étanches, les filtres sont stockés sur rétention.

### Installations classées

Les installations qui relèvent du seuil de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre de la nomenclature des installations classées sont les suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée
2712 Autorisation avec antériorité	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m <sup>2</sup>	3 750 m <sup>2</sup> , répartis en : 250 m <sup>2</sup> stockage VHU non dépollués, 2600 m <sup>2</sup> stockage VHU dépollués (dont 600 m <sup>2</sup> de VHU prêts à partir au broyeur), 500 m <sup>2</sup> d'atelier (couvert) et 400 m <sup>2</sup> de stockage de pièces détachées (couvert)
2718-1 Autorisation avec antériorité	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t	5,3 tonnes, dont : 1000 kg de batteries, 500 kg de cuivre, 500 kg d'aluminium, 100 kg de filtres à huile, 200 kg d'airbag (soit 50 unités), 500 l d'essence, 500 l de gasoil, 1000 l d'huiles, 1000 l de liquide de refroidissement.
2713-2 Déclaration avec antériorité	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m <sup>2</sup>	150 m <sup>2</sup>

### Situation administrative

L'installation a été autorisée par arrêté n° 97-006/SUEL du 9 janvier 1997.

Elle a reçu par arrêté du 28 novembre 2006 l'agrément n° PR 78 00005 D pour le traitement des VHU, pour une durée de 6 ans et pour une capacité maximale de 2 500 véhicules par an.

Le dernier arrêté préfectoral, du 2 mai 2011, prend acte de la modification de la nomenclature des ICPE par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

## **2. Rappel de la réglementation applicable**

**Les dispositions de l'article R.543-162 du code de l'environnement prévoient :**

- que les exploitants des installations d'élimination de véhicules hors d'usage, broyeurs et démolisseurs doivent être titulaires d'un agrément préfectoral qui est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R.515-37 du code de l'environnement ;
- qu'un cahier des charges fixant les obligations du bénéficiaire est annexé à cet agrément ;
- que ce cahier des charges est défini à l'article R.543-164 du code de l'environnement pour les « centres VHU ».

**L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des installations de broyage des véhicules hors d'usage**, abrogeant celui du 15 mars 2005, précise les modalités de délivrance de ces agréments et fixe le contenu du cahier des charges qui leur est annexé.

L'article 2 de cet arrêté ministériel indique le contenu du dossier de demande d'agrément :

- les références de l'exploitant (raison sociale, forme juridique...) ;
- son engagement à respecter les obligations du cahier des charges et la description des mesures mises en œuvre à cette fin ;
- les références de l'arrêté préfectoral pris au titre de la réglementation ICPE ;
- un rapport de vérification, datant de moins d'un an, de la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité ;
- ses capacités techniques et financières ;
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en terme de réutilisation, de recyclage et de valorisation.

L'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 précise les éléments devant figurer dans le cahier des charges auquel doit répondre l'exploitant qui sollicite l'agrément de « centre VHU ».

Il est par ailleurs spécifié que l'exploitant doit faire vérifier annuellement par un organisme tiers accrédité la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément.

Ces agréments sont délivrés, pour une durée maximale de six ans renouvelable, dans les conditions prévues par l'article R.512-31 du code de l'environnement, c'est-à-dire, pour les installations existantes, par arrêté complémentaire et après avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

L'arrêté préfectoral complémentaire peut préciser et compléter le cas échéant les dispositions de l'arrêté d'autorisation initial.

Les installations classées soumises à autorisation ou enregistrement sous les rubriques n° 1712 (surface supérieure à 1 ha) et 1718 de la nomenclature ICPE sont concernées par les **arrêtés ministériels des 31 mai 2012 (deux arrêtés) et 31 juillet 2012 relatifs aux garanties financières** pris en application de l'article R.516-1-5° du code de l'environnement.

## **3. Demande de renouvellement de l'agrément**

Par lettre en date du 31 juillet 2012, la société Auto Pièces des Mureaux sollicite le renouvellement de son agrément de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Outre le courrier formel de demande de renouvellement d'agrément, le dossier transmis par l'exploitant contient :

- la présentation de la société, ainsi que ses chiffres clés, reflétant sa bonne santé financière ;
- l'engagement signé de l'exploitant à respecter les obligations du cahier des charge (annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012) ;
- la justification des capacités techniques et l'organisation du site (avec un plan du site) ;
- la description des dispositions envisagées pour le respect des obligations du nouveau cahier des charges en matière de réutilisation, recyclage et valorisation (avec échéance de réalisation et coûts associés) ;

- l'attestation d'aptitude intervenant fluide frigorigène catégorie V pour un salarié (attestation APAVE n° 02-2311-2-C5-2011-4801477 délivrée le 23/02/2011) ;
- copie de ses arrêtés préfectoraux ;
- le dernier rapport d'audit de conformité de ses installations au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 *relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage* réalisé le 18 octobre 2011 par SGS. Il conclut à la conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé ;
- le calcul du montant de référence des garanties financières de mise en sécurité des installations. Le montant calculé étant inférieur à 75 000 euros (montant de 69 949 euros), en application de l'article R.516-1-5° du code de l'environnement, la société Auto Pièces des Mureaux n'a pas l'obligation de constituer ces garanties financières.

=> Avis de l'inspection :

Les éléments transmis sont satisfaisants.

Toutefois, **l'attestation de capacité relative aux fluides frigorigènes (en application du R.543-106 du code de l'environnement) n'est pas jointe au dossier.**

En effet, l'exploitant a indiqué le 18/09/2012 à l'inspection des installations classées (voir courriel ci-joint) avoir attendu la réception d'une deuxième machine d'extraction des fluides frigorigènes, cela afin de pouvoir procéder à leur vérification annuelle et un éventuel entretien sans arrêt de l'exploitation, avant d'envoyer son dossier de demande d'attestation de capacité à l'AFNOR.

La deuxième machine est arrivée sur site le 18 septembre, l'exploitant a par conséquent transmis son dossier à l'AFNOR à cette date et n'a pas encore reçu son attestation, mais pense l'avoir au moment du CODERST (passage prévu le 9 octobre 2012).

#### **4. Inconvénients et mesures prises pour préserver l'environnement**

Les activités de la société Auto Pièces des Mureaux présentent principalement :

- un risque de pollution des sols et des eaux par les fluides contenus dans les VHU réceptionnés (huile moteur, liquide de freins, etc.). Les véhicules en attente de dépollution, les opérations de vidange et les stockages de fluides récupérés peuvent ainsi être à l'origine d'écoulements sur les sols et de pollution des eaux ou des sols ;
- un risque d'incendie lié :
  - à la présence d'hydrocarbures et de matériaux combustibles dans les véhicules en attente de dépollution, de matériaux combustibles dans les véhicules dépollués,
  - au stockage des fluides récupérés dont certains sont inflammables (carburants, huiles),
  - au dépôt de pneumatiques usagés ;

Le démontage et le stockage des éléments pyrotechniques présents dans les véhicules (pré-tensionneurs de ceintures de sécurité, déclencheurs d'air-bag) peuvent conduire à une d'explosion.

Afin de prévenir le risque d'incendie, les dispositions suivantes sont prises :

- les véhicules sont dépollués avant toute opérations de démontage, et ce rapidement après leur arrivée sur site ;
- les fluides récupérés sont stockés sur rétention ;
- les installations électriques sont contrôlées annuellement ;
- le stockage de pneumatiques est limité à 30 m³ et doit être distant de plus de 10 mètres de tout bâtiment (art 3 de l'arrêté préfectoral du 28/11/2006 portant agrément) ;
- le site dispose d'extincteurs dument vérifiés.

Afin de limiter les risques d'infiltration dans les sols, les véhicules en attente de dépollution et les réservoirs de fluides récupérés sont entreposés sur des aires bétonnées. Les travaux de dépollution et de démontage des véhicules sont réalisés dans le hangar (sous abri et sol étanche).

Les réservoirs de fluides récupérés sont associés à une rétention.

Les aires étanches sont reliées au réseau d'eaux pluviales, via le séparateur hydrocarbures du site qui est équipé d'un détecteur d'hydrocarbures associé à une alarme et à un obturateur du réseau permettant de confiner le site.

## **5. Avis et proposition**

La demande de renouvellement transmise par l'exploitant, avec ses compléments, est conforme aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 *relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des installations de broyage des véhicules hors d'usage*, sauf pour ce qui concerne l'attestation de capacité relative au fluides frigorigènes (demande en cours).

Les différents rapports des audits annuels réalisés par un organisme accrédité, transmis par l'exploitant depuis 2006, ont mis en évidence que les installations de dépollution de véhicules destinés à la destruction exploitées par la société Auto Pièces des Mureaux respectent globalement les dispositions de l'arrêté préfectoral du 28/11/2006 portant agrément (et fixant le cahier des charges de cet agrément, conformément à l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 *relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage*, abrogé depuis par l'arrêté ministériel du 02/05/2012).

En conséquence, et à la condition que l'exploitant ait obtenu l'attestation de capacité de catégorie V concernant le retrait des fluides frigorigènes, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de renouveler l'agrément n° PR7800005D attribué à la société Auto Pièces des Mureaux pour une durée de 6 ans, après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Le projet d'arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément, pris en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement, est joint au présent rapport.



(78) AUTO PIÈCES DES MUREAUX



